

SOLIDARITÉ



FOCUS

Vaincre les structures coloniales



SUISSE

SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

La notion de décolonisation fait débat depuis quelque temps dans le domaine de la coopération au développement. Nous sommes appelé·e·s à nous confronter aux normes racistes et aux structures de maintien du pouvoir, qui trouvent leur origine dans le colonialisme, et à les démanteler.

Au sein de Solidar Suisse, ce débat autocritique suscite aussi de l'incertitude et un certain malaise. Pour ma part, je suis ambivalent. D'un côté, le propos me réjouit vivement. En Suisse, nous menons depuis des décennies un train de vie trop fastueux en surconsommant des ressources communautaires globales. Nous sommes trop peu nombreux à nous soucier des conséquences désastreuses de la production de nos biens de consommation sur les populations et l'environnement des pays du Sud. D'un autre côté, je souhaiterais davantage de nuances. Toutes les ONG des pays industrialisés ne fonctionnent pas de la même manière et nos valeurs sont plus proches de celles des organisations grassroots d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine que de celles des grandes ONG internationales. De plus, je crains un fossé inutile entre le Nord et le Sud au sein du mouvement de solidarité, car, par exemple, le droit de lutter pour la même cause ne m'est pas reconnu, étant donné que je suis européen, blanc et privilégié.

Solidar Suisse peut tout de même se targuer de présenter de nombreuses revendications depuis des années, de lutter contre les inégalités et l'oppression, et pour un changement de système social. Il y a encore beaucoup à faire pour parvenir à un monde solidaire et plus équitable, auquel chacun·e participe. Nous restons en alerte, avec nos collaboratrices et collaborateurs et nos organisations partenaires dans le monde entier, mais aussi avec votre soutien.

Felix Gnehm

CONTENU

04



Focus - Structures postcoloniales

- 04 Comment décoloniser la coopération au développement ?
- 08 Le malaise éprouvé à l'évocation des stéréotypes persistants
- 09 Comment présenter la coopération au développement sans cliché ?
- 10 Aborder les effets du colonialisme. Des collaboratrices et collaborateurs de Solidar racontent
- 12 La féministe décoloniale Izabel Barros démontre l'empreinte du colonialisme en Suisse

13 À chaud

Coup d'oeil sur l'actualité

14 Un oeil sur

Les travailleur·euse·s qui produisent en Bosnie-Herzégovine pour le marché européen ne peuvent pas vivre de leur salaire

15 Solidar recommande

« Adieu Zanzibar » de Abdulrazak Gurnah

16 Le défi

Indira Gartenberg dirige depuis novembre le programme Asie sur le travail décent

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

14



16

15 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Instructions au sujet du bulletin de versement avec code QR

FOCUS - STRUCTURES POSTCOLONIALES





Au Mozambique, une assemblée de village discute des besoins en vue du développement de la communauté.

Les structures coloniales ont la vie dure et influencent encore le XXI^e siècle. Comment se manifestent-elles dans la coopération au développement ? Où Solidar se situe-t-elle dans ce débat et que pouvons-nous faire pour remettre en question et déconstruire les rapports de force inégaux ?

VAINCRE LA COLONISATION

Texte : Joachim Merz, responsable des programmes Afrique australe et Bolivie, photos : Solidar Suisse et Meraj Chhaya, Cartoon : Zapiro

En 2021, une étude à peine remarquée intitulée « Time to Decolonise Aid » (le temps de décoloniser l'aide) a été publiée. Selon les auteure·s, la coopération au développement repose sur un déséquilibre de pouvoir majeur entre les donatrices et donateurs des pays du Nord et les populations des pays du Sud, tout en reproduisant des schémas coloniaux que l'on croyait révolus depuis longtemps. Le racisme structurel et l'ethnocentrisme dont la coopération au développement serait empreinte glorifieraient le sauveur blanc, porteur d'espoir dans une réalité hostile.

Le pouvoir de décision reste au Nord

Le savoir technocratique d'expert·e·s du Nord aurait par exemple plus de valeur que les connaissances du contexte des partenaires ou du personnel local. Aussi, les « expatrié·e·s », à savoir le personnel détaché, seraient préféré·e·s aux collaboratrices et collaborateurs locaux dans les postes de direction et elles et ils gagneraient beaucoup plus.



Les décisions déterminantes seraient prises dans les centres de contrôle des organisations de développement en Europe ou aux États-Unis. Des termes techniques comme Capacity Building (renforcement des capacités) suggéreraient qu'avant l'arrivée des expert-e-s dans les pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, les populations locales n'auraient pas développé de connaissances, d'aptitudes ou de compétences. Enfin, les exigences administratives et financières des bailleur-euse-s de fonds du Nord seraient si élevées qu'elles seraient difficiles à remplir pour les partenaires des pays du Sud, qui se sentiraient en outre traités comme des criminels, soupçonnés en permanence de n'attendre que la prochaine occasion pour détourner des fonds et s'enrichir.

Le principe « d'égal à égal » : une promesse vide

Le rapport de l'étude aborde les dysfonctionnements qui se manifestent dans les modèles de financement, les structures décisionnelles et les comportements. Selon une étude de l'OCDE de 2020, seule une fraction des fonds de la coopération au développement destinés aux organisations de la société civile profite effectivement aux actrices et acteurs indépendant-e-s des pays du Sud, soit 15 %. Le reste, soit 85 %, est mis en œuvre par les organisations des pays du Nord, qui prennent donc les décisions

concernant les projets, les partenaires et les objectifs. Ainsi, le principe d'égal à égal reste lettre morte. Au lieu de reconnaître la complexité et les contradictions des processus sociaux et politiques, la logique de gestion des bureaucrates prend le dessus sur la diversité des idées, des expériences et des compétences en matière de résolution de problèmes avec lesquelles les communautés indigènes, les coopératives paysannes ou les organisations de femmes gèrent leur réalité quotidienne. L'accès à l'eau potable des villages se décide dans des hôtels quatre étoiles climatisés par des expatrié-e-s souvent mieux écouté-e-s que la population locale, même si celle-ci, qui tient son assemblée dans la fournaise de l'après-midi, a peut-être d'autres besoins et projets. C'est ainsi que la démocratie est foulée aux pieds.

Comment rompre avec les schémas coloniaux ?

Pour briser les schémas coloniaux, une mesure importante consiste à renforcer les organisations partenaires locales, à les soutenir et leur transmettre des compétences décisionnelles et des ressources. En fin de compte, les changements politiques et sociaux viendront des groupes de défense des droits humains, des organisations de femmes, des syndicats ou des nouvelles formes d'organisation des travailleur-euse-s précaires. La coopération internationale

Des travailleur-euse-s manifestent à Johannesburg pour des salaires de subsistance.

au développement ne peut que soutenir et accompagner ces changements, que ce soit par le biais d'ONG comme Solidar Suisse, d'institutions bilatérales comme la Direction du développement et de la coopération DDC ou d'organisations multilatérales comme le Programme des Nations Unies pour le développement. Dès lors, la coopération au développement devrait soutenir les partenaires stratégiques à moyen et à long terme en accordant des contributions aux organisations plutôt que des fonds exclusivement liés à des projets. Pour ce faire, il serait nécessaire de céder du pouvoir et du contrôle à ces organisations, une idée qui pourrait poser problème à plus d'un-e bailleur-euse de fonds.

Renforcer l'expertise locale

De nouveaux modes de pensée sont nécessaires. Les personnes aidées ne sont pas impuissantes. Elles ne sont ni des objets ni des bénéficiaires, mais des sujets, des acteurs et des actrices de leur propre développement social et économique. Solidar Suisse cherche à en tenir compte dans ses projets à travers le monde et à l'exprimer par des textes et des images sur tous ses canaux de communication (voir page 9). Selon un état des lieux interne pour l'année 2020, Solidar consacre 50% du budget de la coopération au développement et de l'aide humanitaire à des organisations partenaires locales, qui mettent ensuite ces moyens en œuvre de manière autonome. C'est plus de trois fois la moyenne de l'OCDE. La coopération au développement doit accorder plus d'importance à l'expertise des personnes et des collaboratrices et collaborateurs qui connaissent les conditions locales et qui peuvent contextualiser les possibilités et les stratégies d'intervention. Les processus de décision dans les organisations de coopération au développement doivent être plus horizontaux et le recrutement du personnel doit être repensé. Est-il vraiment nécessaire de payer cher des expert-e-s d'envergure internationale ou ne vaut-il pas mieux faire appel à une équipe de spécialistes locaux pour analyser le marché du travail local ou évaluer des projets ?

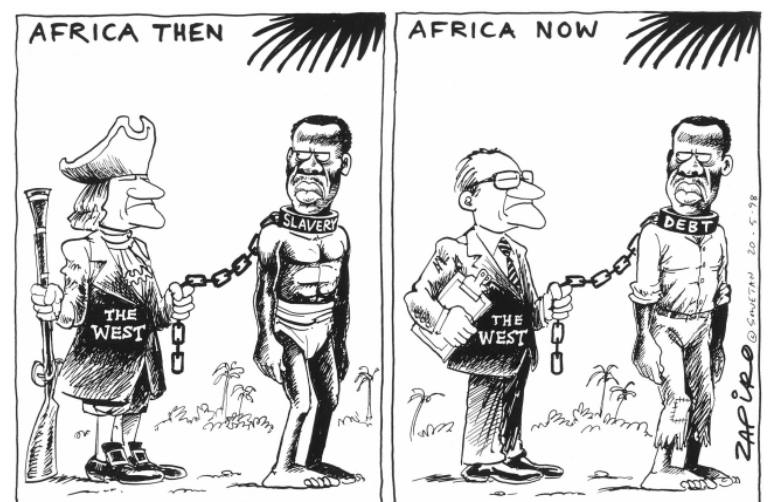
Faites votre autocritique et abandonnez les schémas coloniaux !

Solidar Suisse se confronte à cette critique et se l'applique depuis des décennies. Le renforcement des initiatives locales fait partie de nos compétences clés : près de 200 partenariats avec des organisations de base témoignent de notre volonté de mettre

en place un programme de développement piloté par le Sud dans les pays du Sud. C'est pourquoi nous employons presque exclusivement du personnel local dans nos bureaux de coordination en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En revanche, l'aide humanitaire fait plus souvent appel à des expert-e-s d'envergure internationale. En effet, les crises humanitaires se caractérisent souvent par un manque d'expert-e-s expérimenté-e-s rapidement disponibles et, dans certaines situations, des professionnel-le-s extérieur-e-s peuvent mieux appliquer des principes humanitaires tels que l'impartialité ou l'indépendance. Le fait que la présence d'un-e expert-e suisse expérimenté-e dans les mécanismes de reporting souhaités augmente les chances d'obtenir un financement est à nouveau dû à une prémisse postcoloniale.

Il reste donc beaucoup à faire. Enfin, nous devons sans cesse remettre en cause notre comportement et faire notre autocritique (voir les déclarations des collaboratrices et collaborateurs de Solidar en page 10). En tant que responsable de la recherche de fonds ou de la communication, comment est-ce que je communique ? Comment est-ce que je m'adresse à des syndicalistes en Thaïlande, aux femmes d'une coopérative de production au Mozambique, à des réfugié-e-s en Bosnie ou à la présidente d'une communauté rurale dans les Andes boliviennes ? Pour viser une coopération internationale entre personnes égales, il est nécessaire de modifier les structures, la façon de penser, l'action et les comportements, et y réfléchir constamment.

Chère lectrice, cher lecteur, si vous avez des critiques à formuler à l'encontre de notre organisation, n'hésitez pas à nous en faire part. Vos retours nous sont très précieux.



UNE CONFRONTATION DOULOUREUSE

Je devais écrire l'éditorial de cette édition. C'est une demande qui n'a pas du tout suscité mon enthousiasme. En lieu et place, j'ai rédigé un texte sur mon malaise.

Texte : Sandrine Rosenberger, responsable Monitoring, photo : Sabine Rock

Le sujet des structures postcoloniales est difficile à aborder. Je ne suis pas la seule à le constater ; un collègue d'Oxfam a formulé son ressenti ainsi : « Si votre discours sur le sujet n'est pas inconfortable, alors vous ne tenez pas le bon discours ! » Il est désagréable de reconnaître à quel point il est difficile d'échapper aux stéréotypes subtils et moins subtils, mais aussi à quel point mes doutes sont grands quant à la capacité de notre secteur à démanteler les structures de pouvoir discriminatoires au sein de la coopération internationale. Bien sûr, je veux lutter contre ces inégalités, sinon je ne travaillerais pas au sein de Solidar Suisse. Mais est-ce que je le fais vraiment ? En échangeant honnêtement sur le sujet, nous prenons le risque de critiquer notre travail. C'est douloureux, compte tenu de l'engagement de nos collègues sur le terrain, qui accomplissent un immense travail dans des contextes hostiles et sont soumis-es à de hautes exigences.

Le Nord fixe les règles du jeu

Tout d'abord, je cherche à comprendre pourquoi on m'a demandé d'écrire l'éditorial à la place de notre directeur général, un homme blanc âgé de près de 50 ans. Est-ce parce que je suis catégorisée comme une femme de couleur, avec, espère-t-on, une autre perspective sur la question ? Dans ma position malgré tout privilégiée, le postcolonialisme se traduit par des sentiments de malaise, de fragilité, d'ambivalence et d'impuissance face à des situations qui me dépassent ou face auxquelles je ne sais pas apporter de réponse adéquate. Car il y en a beaucoup : par exemple, quelle langue utiliser pour les échanges internes ? Les traductions coûtent cher, mais sans elles, de nombreuses collègues et de nombreux collègues des bureaux de coordination, et a fortiori

de nos organisations partenaires, sont exclu-e-s des discussions. Ou encore, la préférence pour les résultats quantitatifs et mesurables par rapport aux aspects qualitatifs, étant donné l'impression d'objectivité, de neutralité, d'efficacité et donc de légitimité conférée à nos interventions, y compris vis-à-vis de nos bailleur-euse-s de fonds. La mesure de l'impact est importante, mais telle qu'elle est conçue au Nord, ne se fait-elle pas au détriment de la participation des actrices et acteurs locaux ? Nous passons un temps infini à rédiger des demandes et des rapports et à collecter des données, mais accordons-nous à nos équipes suffisamment de temps et de ressources pour analyser et interpréter ces dernières dans le cadre d'un dialogue productif avec les parties prenantes ?

Dialoguer avec toutes les parties

Pour moi, la coopération au développement est encore dans une relation asymétrique. Quelle serait donc la valeur ajoutée des ONG des pays du Nord sans cette asymétrie ? Quelle véritable complémentarité

apportons-nous, au-delà de l'accès aux ressources dont nous ne disposons que grâce à notre position supérieure sur cette échelle ? Il est difficile de révolutionner le système. Nous pouvons en revanche élargir bien davantage les marges de manœuvre en faveur de nos partenaires et de la population. Nous devons avoir le courage et la volonté de faire face aux pratiques qui perpétuent les inégalités. Ce n'est pas facile, mais une prise de conscience et un dialogue avec les personnes qui en souffrent sont un bon début. En effet, n'est-ce pas aussi une forme d'inégalité de nous voir nous, intervenant-e-s des pays du Nord, définir les inégalités et leurs manifestations et déterminer la manière de les aborder ?



« LET'S SAVE AFRICA » : COMMENT LES CLICHÉS NUISENT À LA COOPÉRATION

Communiquer sur la coopération sans reproduire des clichés post-coloniaux est essentiel pour transmettre une image réaliste de la complexité des pays en développement. Avec Alliance Sud, les ONG s'y attellent.

Texte : Lionel Frei, communication. Photo : image du film



Quelque part en Afrique, un enfant triste suit sa mère portant un bidon d'eau sur sa tête. Ils marchent pieds nus. Mais soudain la mécanique du film déraile : la femme trébuche et son fils explose de rire. Cut. Le réalisateur apparaît à l'écran et le jeune acteur avoue qu'il n'a pas pu s'empêcher de rire. Nous sommes en plein tournage d'un film promotionnel fictif pour une ONG. La suite du court métrage « Let's Save Africa! Gone wrong » déconstruit avec un humour mordant les clichés parfois véhiculés par l'aide au développement.

L'enjeu est de taille. Une étude d'Alliance Sud de 2018 a montré que le fundraising des ONG avait des conséquences prépondérantes sur la perception qu'a la population helvétique des activités des ONG et des pays en développement. « Des messages émouvants simples ont parfois un impact intéressant en ce qui concerne les collectes de fonds à court terme, mais peuvent nuire à la compréhension de la complexité des pays en développement », explique Marco Fähndrich, responsable de la communication à Alliance Sud, le centre de compétence suisse pour la coopération internationale et la politique de développement. « C'est pourquoi nous avons entamé un important travail avec nos ONG membres afin d'améliorer la communication du secteur ».

Manifeste pour une communication responsable

De cette réflexion a découlé : « un manifeste pour une communication responsable de la coopération

Sauveuse blanche dans le film
« Let's save Africa! – Gone wrong ».

internationale », adopté par les 7 ONG membres d'Alliance Sud. Comprenant 7 points clés, il insiste sur l'importance de transmettre une image fidèle, intégrant la complexité des enjeux politiques, économiques et sociaux des pays en développement. « Nous devons être très attentives et attentifs à ne pas victimiser les personnes structurellement défavorisées. Elles doivent être présentées telles qu'elles sont : des partenaires agissant activement, malgré des circonstances difficiles », renchérit Christian von Allmen, fundraiser à Solidar Suisse.

« Ces efforts pour une communication plus responsable constituent un travail en cours », résume Marco Fähndrich. À Solidar Suisse, nous nous activons résolument dans ce sens. Car si la solidarité avec les pays en développement est essentielle, les clichés, on s'en passe !



Let's save Africa! – Gone wrong

Manifeste pour une communication responsable :
solidar.ch/fr/manifeste-communication



Solidar Suisse rejoint Alliance Sud

Alors qu'Alliance Sud a fêté ses 50 ans en 2021, Solidar Suisse est heureuse d'être devenue membre de l'association faitière de la coopération helvétique. Ce nouveau partenariat permettra de renforcer la coopération au développement, l'aide humanitaire, ainsi que les activités de plaidoyer en faveur d'une politique suisse plus responsable dans sa politique étrangère. Un partenariat d'excellente augure pour porter plus fort la voix de la solidarité dans le monde.

« NOUS SOMMES NOUS-MÊMES DES SUJETS COLONIAUX »

Nous avons interrogé des collaboratrices et des collaborateurs de Solidar du monde entier sur la manière dont elles et ils voient les structures postcoloniales se manifester dans leur travail et leur façon de les aborder.



Fabienne Widmer,
responsable des
campagnes

Le soutien aux mouvements et aux campagnes grassroots dans les pays du Sud fait partie de l'ADN de Solidar Suisse. Nous

nous concentrons sur des thèmes jugés pertinents et urgents par les personnes sur place et entretenons une collaboration d'égal à égal avec elles. Cela signifie que, dans la mesure du possible, nous élaborons nos campagnes de A à Z avec nos partenaires locaux en mettant l'accent sur leurs besoins, leurs priorités et leur savoir-faire. Nous sommes conscient·e·s des rapports de force inégaux dus à la persistance des structures coloniales et à notre rôle de bailleur·euse·s de fonds, et nous nous efforçons de les remettre en question.



Alexander Rayo,
responsable de
projets au Nicaragua

Les effets du colonialisme se font encore sentir aujourd'hui. Autrefois, les indigènes avaient peur d'être pillé·e·s et soumis·e·s

par les conquistadors et leurs allié·e·s. De nos jours, elles et ils craignent les Américain·e·s et les Européen·ne·s, ainsi que leurs allié·e·s locaux, étant donné leur responsabilité dans l'exploitation minière, la pollution de l'eau, la déforestation et la perte de leurs moyens de subsistance. Même l'extraction la plus tolérable laisse de gros bénéfices aux étrangers et étrangères et de petits profits à la population locale.



Yamba Louis Nikiema,
consultant en formation
au Burkina Faso

L'école imposée par les colonisatrices et colonisateurs devait transmettre aux colonisé·e·s d'Afrique francophone les valeurs dites

civilisatrices de la France. Le français a été imposé dans l'administration, et les langues locales bannies des écoles. Les élèves étaient puni·e·s et humilié·e·s si elles et ils s'exprimaient dans leur langue maternelle. Même après l'indépendance, la situation n'a pas fondamentalement changé. Langue étrangère et seule langue d'enseignement, le français conduit à l'échec scolaire, car nous ne pouvons pas nous épanouir si nous ne parlons pas aussi notre propre langue. C'est pourquoi Solidar Suisse a introduit, en collaboration avec l'État, l'éducation bilingue, en une langue locale et en français, ce qui offre aux élèves burkinabè de meilleures chances de réussite.



Yolanda Martinez,
coordinatrice
pays de Solidar
au Salvador

Le préfixe « post » signifie après : après la naissance, après les études, après la guerre. Je ne pense toutefois

pas que nous soyons dans une phase postcoloniale, car cela signifierait que le monde a vaincu le colonialisme. Nous vivons plutôt une autre phase coloniale. Je pense que le concept de « structures postcoloniales » doit être reconsidéré.



**Flavius Ilioni Loga,
responsable de
l'organisation
partenaire LOGS
en Roumanie**

L'engagement local est la clé de la lutte contre le racisme et les préjugés à l'égard

des réfugié·e·s. LOGS en est la preuve vivante. Depuis 2020, nous avons mobilisé la communauté de Timisoara en vue de soutenir les réfugié·e·s afghan·e·s au lieu d'opter pour la discrimination ou la haine. Grâce à des centaines de bénévoles et donatrices et donateurs, la perception des migrant·e·s dans la ville a changé. Bien sûr, il y a des réactions nationalistes et racistes, comme partout en Europe, mais lorsque nous aidons et faisons preuve de gentillesse, il y a un changement.



**Vera Haag Arbenz,
spécialiste aide
humanitaire**

Le thème de la décolonisation de l'aide humanitaire est plus que jamais d'actualité : comment impliquer les personnes concernées

dans les processus de décision et la définition des priorités et comment répartir plus équitablement les ressources financières ? Solidar Suisse met en œuvre la plupart de ses projets en collaboration avec des organisations locales de la société civile. Pour nous, ce dialogue n'est pas unilatéral. En tant qu'ONG, nous sommes néanmoins liés par les règles du jeu et les directives des agences de développement et devons exiger le respect de leurs conditions auprès de nos organisations partenaires. Au quotidien, il s'agit d'explorer les marges de manœuvre pour accroître l'autonomie des partenaires locaux. Nous sommes également motivé·e·s par la nécessité de rendre des comptes aux parties prenantes dans les pays du Sud. Pour ce faire, nous avons élaboré un code de conduite garantissant des relations respectueuses et un mécanisme de signalement des cas de corruption, d'abus de pouvoir, de harcèlement et de discrimination.



**Rosario Tindal,
responsable Fonds
culturel, Bolivie**

De nouveaux concepts tels que la « décolonisation », la « plurinationalité », l'« autonomie indigène », le « bien vivre » et la « dépatricialisation » ont été introduits dans le droit bolivien

ces dernières années. Leur mise en œuvre est toutefois difficile. La Bolivie vit de l'exportation de matières premières telles que les minerais et les combustibles fossiles ainsi que du « soutien » des pays du Nord par le biais de crédits et de la coopération au développement. Les processus de décolonisation nécessitent également de s'attaquer aux structures figées de la colonisation interne. C'est pourquoi Solidar Suisse favorise l'interculturalité pour construire un tissu social basé sur la reconnaissance et le respect de la diversité, au-delà de la distinction entre indigènes et non-indigènes, et orienté vers les droits humains.



**Fahmi Panimbang,
responsable de
projets, Hong Kong**

Si nous voulons nous engager pour une pensée et une action décoloniales, nous devons reconnaître que nous sommes nous-

mêmes des sujets coloniaux. Nous avons toutes et tous nos croyances et nos connaissances, que nous considérons comme universelles. Nous pensons que nos outils techniques sont les « bonnes méthodes scientifiques » pour engendrer des changements sociaux. Pour des alternatives décoloniales, nous devons promouvoir une logique qui se dissocie du colonialisme. Cela signifie reconnaître que les outils d'analyse locaux et d'autres formes de connaissances sont tout aussi valables. Nos modes de pensée et nos théories de la connaissance ne sont pas pour autant faux. Il convient plutôt de les remettre en question et de les contextualiser.



Foto: zVg

«LE COLONIALISME EST LOIN D'ÊTRE RÉVOLU»

Historienne, féministe décoloniale et activiste au Brésil et en Suisse, ancienne responsable du programme de politique de paix au cfd, l'organisation féministe pour la paix, Izabel Barros explique comment le colonialisme a marqué la Suisse jusqu'à aujourd'hui.

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité

La Suisse n'a pas eu de colonies, mais elle a été fortement impliquée dans le colonialisme. Qu'est-ce qui caractérise cette histoire ?

Je trouve que l'affirmation selon laquelle la Suisse n'a pas eu de colonies est trompeuse. La Suisse a activement contribué au projet colonial et a été impliquée économiquement, politiquement et culturellement, comme d'autres nations impériales : avec des mercenaires, des propriétaires de plantations, des investisseurs, des fabricant-e-s d'armes et de textiles, des missionnaires et des scientifiques qui ont légitimé le colonialisme. La demande de produits coloniaux comme le chocolat et le café reste énorme dans notre pays.

Quels en sont les effets aujourd'hui ?

Le colonialisme est loin d'être révolu et la Suisse contribue largement à le perpétuer, par exemple

en jouant le rôle de plaque tournante du commerce des matières premières et avec des entreprises qui se moquent des droits humains et des normes environnementales. La norme dominante est elle aussi un produit colonial : blanche, masculine, chrétienne, hétérosexuelle, capable. La coopération au développement poursuit également sa tradition coloniale dans les projets et les images utilisés pour la collecte de fonds.

Comment cela se traduit-il dans le racisme en Suisse ?

Le racisme est une continuité coloniale. L'exploitation des êtres humains et de la nature a d'abord été légitimée par la religion, puis par les théories raciales, et visait en premier lieu le profit et l'acquisition de matières premières. Ainsi, même la révolution industrielle n'aurait pas pu avoir lieu sans la production coloniale de coton. La résistance à cette situa-

tion, comme la révolution en Haïti qui a libéré le pays de la France en 1804, est tout simplement effacée de la mémoire. L'histoire de la démocratie est exclusivement enseignée comme l'histoire européenne ou américaine.

En Suisse aussi, on a l'impression que les Noir-e-s viennent d'arriver, alors qu'ils sont là depuis longtemps. Il existe d'innombrables continuités coloniales : la différence de traitement entre les personnes ayant fui l'Ukraine et celles d'autres pays en proie à des conflits armés comme la Syrie, le Yémen ou la Somalie, le refus d'accorder des permis de séjour aux sans-papiers, le profilage racial, le mépris du travail de soins principalement effectué par les femmes migrantes ...

Comment faire pour changer ?

Nous devons nous demander qui fait la cuisine, qui fait le ménage, qui est professeur-e, qui siège dans les rédactions. La tolérance sociale est élevée à l'égard du racisme, qui n'est pas perçu comme une violence. Cela vaut également pour le mouvement féministe, qui exige un salaire égal pour un travail égal, mais qui ne s'offusque guère du fait que les femmes immigrées ou portant le foulard n'ont qu'un travail très précaire.

Les personnes qui n'envoient pas d'argent chez elles, qui n'ont pas à craindre pour la vie de leur famille, qui ne sont pas contrôlées par la police, qui ont accès au marché du travail et de l'immobilier, qui se voient représentées dans les médias, sont des privilégié-e-s. Elles doivent en prendre conscience.

Les histoires des peuples des pays du Sud qui résistent à l'avancée coloniale doivent être racontées. Non seulement elles font partie de la réparation historique, mais elles sont aussi synonymes de force, de sagesse et de beauté.



Photo : Solidar Suisse

SOLIDAR LUTTE CONTRE L'AMIANTE

Lors d'une action commune en juin avec plus de 30 organisations syndicales et de la société civile, Solidar Suisse a appelé les délégué·e·s à la conférence de la Convention de Rotterdam à agir. Dans une lettre ouverte, nous demandons de lever le blocage de certains pays responsables de plus de 200 000 morts par an dues à l'amiante. En effet, cette année encore, le lobby de l'amiante, mené par la Russie, a bloqué l'inscription de l'amiante blanc dans l'annexe relative aux produits chimiques dangereux. Cependant, les auteurs du blocage sont toujours plus isolés et la nocivité de l'amiante, scientifiquement prouvée depuis longtemps, est largement reconnue. Nous continuons à lutter pour que la convention soit enfin adaptée.

AVEZ-VOUS DES QUESTIONS SUR LE NOUVEAU DROIT SUCCESSORAL ?

Dès le 1^{er} janvier 2023, la marge de manœuvre des personnes qui effectueront un legs sera plus étendue. La réduction des parts réservataires vous permet de disposer plus librement de votre succession. Il vaut donc la peine de clarifier les points qui sont importants pour vous et peut-être d'en régler certains par écrit, ce qui nécessitera un testament, des directives anticipées et/ou un mandat pour cause d'incapacité. En tant que donatrice ou donateur de Solidar Suisse, vous pouvez vous faire conseiller gratuitement pendant 30 minutes maximum par un·e notaire indépendant·e de la Fédération suisse des notaires. Vous pouvez convenir d'un rendez-vous le 3 octobre 2022 entre 8 h 00 et 17 h 30 au 031 310 58 19. Les consultations auront lieu entre le 4 et le 7 octobre.



Photo : Solidar Suisse



Photo : Taslima Akhter/Fairpicture

DÉCISION HISTORIQUE EN DROIT DU TRAVAIL

L'Organisation internationale du travail a pris à la mi-juin une décision historique : le droit à un environnement de travail sûr et sain a été inclus dans la « Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail ». Cette déclaration oblige tous les États membres à respecter les principes et droits qui y sont énoncés, tels que le droit à la liberté d'association et à la négociation collective, l'élimination du travail forcé, l'élimination du travail des enfants et la suppression de la discrimination sur le lieu de travail, qu'ils aient ou non ratifié les conventions correspondantes de l'OIT. L'inscription de la santé et de la sécurité au travail en tant que droit fondamental est une étape importante dans la lutte pour de meilleures conditions de travail.

BRISER LA CULTURE DU SILENCE

La Bosnie-et-Herzégovine produit des vêtements et des chaussures pour le marché européen. On pourrait penser que le logo « Made in Europe » promet des conditions de travail dignes, mais ce n'est pas le cas pour les plus de 30 000 travailleur·euse·s.

Texte : Cyrill Rogger, responsable de programme pour l'Europe du Sud-Est, photo : Armin Sestic



Travailleur·euse·s dans une usine textile à Tesanj.

et du fait qu'elles travaillent aussi le samedi dans la plupart des usines, parfois sans rémunération. Elles ne connaissent pas leurs droits ou ont peur de perdre leur emploi si elles se défendent. Les autorités locales sont satisfaites de ces emplois et des recettes fiscales. Sous la pression des enseignes de mode pour lesquelles elles et ils produisent, les employeur·euse·s veulent éviter un débat public sur la situation dans leurs usines. Ainsi, les conditions de travail sont passées sous silence.

« Avant, nous travaillions aussi le samedi. Mais le personnel s'est mobilisé pour la semaine de cinq jours et, en contrepartie, nous avons renoncé à une partie des pauses. Cela me permet de passer du temps avec ma famille le samedi », raconte Melisa Kešmer Memi, mère de deux enfants. « Pendant la semaine, je passe neuf heures par jour à l'usine et je suis constamment sous pression pour atteindre le nombre de pièces fixé ». Travaillant depuis neuf ans dans l'usine de chaussures Alpina de Sarajevo, elle peut manœuvrer toutes les machines, mais elle ne touche que le salaire minimum légal de 260 euros par mois. « Des objectifs sont fixés pour toutes les étapes de la production. Si je les dépasse, je reçois théoriquement un supplément de salaire. Mais ces objectifs sont si élevés que personne n'y arrive. »

Le salaire minimum ne suffit pas pour vivre

Bien que le salaire minimum légal corresponde à moins d'un tiers du coût de la vie calculé par les fédérations syndicales, il constitue la norme pour les travailleur·euse·s bosniaques de l'industrie du textile et de la chaussure, dont 80 % sont des femmes. C'est ce que montre également une étude menée par Solidar Suisse l'an dernier. De nombreux entretiens avec des ouvrières ont permis de révéler davantage de détails sur les conditions de travail déplorables dans l'industrie du textile et du cuir en Bosnie : ces femmes ont parlé de pauses refusées

Un combat social remporté

C'est pourquoi, en collaboration avec des organisations partenaires, Solidar a formé de nombreux et nombreuses travailleur·euse·s et syndicalistes, créé une alliance de syndicats et d'ONG, mené une vaste campagne de sensibilisation et formulé des exigences politiques claires. Comme résultat direct, le syndicat a refusé de signer une nouvelle convention collective de travail dans le secteur textile, qui aurait permis de descendre au-dessous du salaire minimum dans des « situations extraordinaires ». Grâce au soutien de l'alliance, il a résisté à la pression des employeur·euse·s et a évité la menace d'une baisse des salaires. De même, l'année dernière, il a empêché le licenciement de 60 travailleur·euse·s de l'entreprise Prevent à Visoko. Elles et ils avaient été licencié·e·s pour avoir créé un syndicat d'entreprise. Le syndicat a appelé à la solidarité avec les travailleur·euse·s concerné·e·s. Des postes temporaires leur ont alors été proposés. Elles et ils ont pu compenser leur perte de salaire et porter l'affaire devant les tribunaux. Finalement, elles et ils ont finalement obtenu gain de cause, ont réintégré leur poste de travail et ont été indemnisé·e·s pour la perte de salaire.

L'exemple le montre : si toutes et tous se mobilisent, les conditions de travail s'améliorent. Mais il reste encore un long chemin à parcourir avant que les travailleur·euse·s comme Melisa Kešmer Memi disposent du droit fondamental de pouvoir vivre de leur salaire.

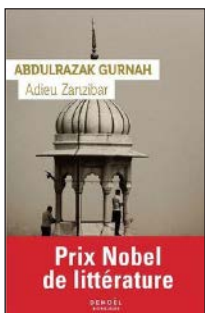
HISTOIRES D'AMOUR SUR FOND DE COLONIES

Comment l'apparition d'un homme blanc, plus proche du monde des esprits que des êtres humains, sur la place d'une petite ville côtière d'Afrique de l'Est, va-t-elle influencer les générations à venir ? Dans son livre « Adieu Zanzibar », Abdulrazak Gurnah nous fait ressentir le poids des destins qui s'entremêlent.

Texte : Sylvie Kipfer, communication Suisse romande

En 2021, Abdulrazak Gurnah, né à Zanzibar, reçoit le Prix Nobel de littérature pour son œuvre traitant notamment du colonialisme. Son roman « Adieu Zanzibar » ne fait pas exception à cette thématique. De 1899 jusque dans les années soixante, de Zanzibar à Londres, trois récits se tissent au rythme de la vie au sein des colonies. Hassanali, Frederik, Rehana, Pearce, Amin, Jamila et Rashid échangent leurs points de vue sur leur propre réalité au fil des chapitres. Parmi eux, se cache également le narrateur, ce « je », qui nous dévoilera peu à peu son identité et la motivation qui le pousse à raconter ces histoires marquées par la fatalité. Au-delà du colonialisme, le désir occupe également la première place dans ce livre et se change en histoires d'amour passionnelles, irraisonnables, impliquant la déchirure et la perte. Un récit mouvant, composé d'une écriture largement poétique, qui alterne allers et retours entre début et fin des colonies et différentes générations.

« Je crois qu'avec le temps nous jugerons moins héroïques les actions que nous avons menées dans des endroits comme celui-ci, répondit Martin. Et nous aurons du mal à nous trouver nous-mêmes sympathiques. Je crois qu'avec le temps, nous aurons honte de certains actes que nous avons commis ». Sera-t-il possible d'asséner la conclusion suivante à la fin du livre ? À vous de le découvrir.



Abdulrazak Gurnah :
« Adieu Zanzibar »,
Denoël & d'ailleurs

**Carlo
Sommaruga**
Président de Solidar

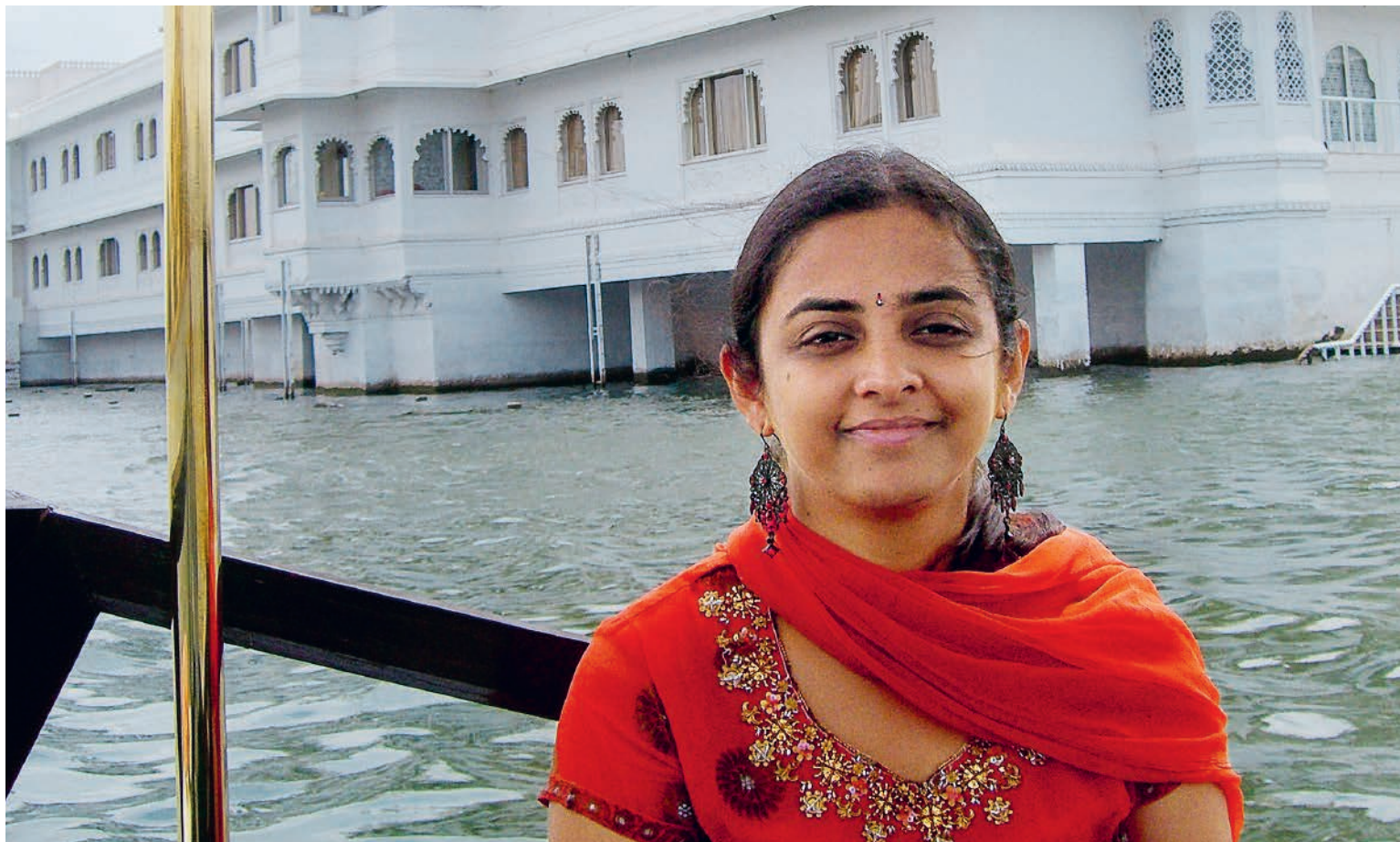


Se débarrasser de l'attitude coloniale

Pendant des siècles, le colonialisme a réduit en esclavage sur les plans économique, social et culturel des populations d'Afrique, d'Asie et des Amériques, au profit des puissances européennes. Des luttes d'indépendance parfois sanglantes ont conduit à la reconnaissance du droit à l'autodétermination, les colonies faisant enfin place à de nouveaux États à partir des années 1960. Pour les protagonistes du projet colonial, le vent a tourné, en Suisse aussi. Sans remettre en question leurs actions passées, les gouvernements se sont alors efforcés de définir de nouvelles règles favorisant la pérennité de leur domination économique. Par des processus bien rodés d'ingérence politique, de violence, de dépendance financière et de domination culturelle, l'assujettissement néocolonial reste une réalité vécue jusqu'à aujourd'hui, violente et injustifiable du point de vue des droits humains. Les mouvements d'émancipation sociale et économique s'engagent depuis des décennies à briser cette domination économique et à construire un projet de société solidaire et respectueux de l'environnement. Il en va de même pour nous et nos organisations partenaires.

Mais le travail de mémoire sur la domination culturelle du colonialisme ne progresse qu'avec une extrême lenteur. Il suffit de penser à la difficulté de présenter des excuses et d'accepter le principe de la restitution des biens culturels volés, sans oublier de le mettre en œuvre. La décolonisation signifie pour nous établir le dialogue, l'échange et le développement de projets d'égal à égal, remettre constamment en question nos pratiques et travailler à briser les attitudes coloniales traditionnelles.

SOLIDAR RECOMMANDE



STOPPER L'ENDETTEMENT

Indira Gartenberg dirige depuis novembre le programme Asie sur le travail décent. Elle s'engage depuis de nombreuses années en faveur des droits des travailleur·euse·s précaires.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité, photos : Solidar Suisse

« Notre travail est dangereux », déclare Indira Gartenberg. « Dans de nombreux pays, vous risquez l'arrestation, voire l'assassinat, si vous tentez de créer des espaces de démocratie. » Ainsi, le Cambodge prévoit des peines de prison de plusieurs années pour ces faits, et le Myanmar ne permet pas à Solidar Suisse de mener à bien en toute indépendance un projet pour les travailleur·euse·s du textile. Depuis plus de 15 ans, cette sociologue titulaire d'un doctorat s'engage pour les droits des travailleur·euse·s. Un engagement qui s'inspire également de son père : « Il a parcouru des milliers de kilomètres à travers le pays pour savoir ce qui préoccupait les gens. Cela m'a beaucoup impressionné. » Sa mère lui a appris l'importance du travail et ses parents ont décidé de l'envoyer en ville pour sa formation, au grand désarroi des habitant·e·s de sa ville natale, près de Mumbai. Son diplôme en poche, elle s'est engagée dans le syndicat féminin LEARN pour les travailleuses précaires. « J'ai énormément appris à leurs côtés », affirme la jeune femme de

38 ans. « Mais pour que mes actions aient plus de retombées, j'ai voulu élargir mes bases et j'ai déposé ma candidature à Solidar Suisse. »

Servitude pour dettes à travers les générations

Pour elle, l'endettement par le biais de crédits est l'un des grands problèmes auxquels sont confronté·e·s les travailleur·euse·s de plusieurs pays asiatiques. « Les gens ne peuvent pas rembourser leurs dettes et prennent même des microcrédits pour acheter à manger. Le pire, c'est au Cambodge. Des paysan·ne·s commencent à travailler dans des usines textiles parce qu'elles et ils ont dû vendre leurs terres pour rembourser leurs dettes. » Les taux d'intérêt sont si hauts que les gens ne peuvent plus sortir de l'endettement, et leurs dettes passent à leurs enfants et petits-enfants. « Il faut que cela cesse. » Indira a une solution : « Les travailleur·euse·s ont besoin de la sécurité sociale. » L'importance de cet aspect a été démontrée lors de la pandémie,

Le plus grand défi pour Indira Gartenberg a été de commencer son travail à Solidar sans pouvoir rencontrer ses collègues.

lorsque les petits pays comme le Bhoutan ont évité la famine, à l'inverse de grands pays comme l'Inde. «Et pourquoi ? Parce que le Bhoutan dispose d'un bon système de sécurité sociale. C'est donc possible.» Or, au lieu de se soucier de sécurité sociale, les gouvernements font de l'argent sur le dos des travailleur·euse·s sous-payé·e·s. C'est le cas à Sabah, en Malaisie, où des migrant·e·s originaires d'Indonésie travaillent dans des conditions précaires sur des plantations de palmiers à huile. «Le gouvernement a intérêt à ce qu'elles et ils soient sans permis de séjour pour les empêcher de se défendre», explique-t-elle. C'est pourquoi Solidar Suisse les aide à s'organiser, tout en les soutenant également dans les centres de refoulement où elles et ils sont détenu·e·s et maltraité·e·s.

Des processus plutôt que des résultats rapides

La pandémie a fourni un prétexte bienvenu à de nombreux gouvernements pour empêcher la syndicalisation et justifier les heures supplémentaires. «En Inde, de nombreux travailleur·euse·s ont dû travailler douze heures au lieu de huit, tandis que les Philippines ont adopté des lois sur la sécurité nationale». Au début de l'année, Solidar a lancé, avec le soutien de l'USAID, un programme qui devrait profiter à 420 000 travailleur·euse·s du secteur informel, réparti·e·s sur sept pays. Il s'agit d'une plateforme d'échange et de mise en réseau permettant aux collectifs de travailleur·euse·s informel·le·s de profiter mutuellement de leurs expériences ainsi que de développer des stratégies et des activités communes. Indira Gartenberg salue le fait que Solidar Suisse privilégie les processus et la prise de décision participative plutôt que des résultats rapides. «En tant que femme jeune et éduquée qui a vécu le mouvement ouvrier indien dominé par des hommes de la classe supérieure, j'apprécie cette stratégie.» Elle souhaite que les syndicats intègrent les travailleur·euse·s informel·le·s et encouragent les femmes à occuper des postes de direction.

Pression sur les grandes enseignes et soutien aux travailleur·euse·s précaires

Indira Gartenberg voit aussi des possibilités pour nous en Europe de soutenir la lutte. «Lors de la première année de Covid, lorsque les grandes enseignes ont tout simplement annulé leurs commandes aux usines du Bangladesh, le gouverne-

ment a été réprimandé pour avoir mal traité les travailleur·euse·s, mais les enseignes n'ont pas été tenues pour responsables. Indira Gartenberg est convaincue que la pression des consommatrices et des consommateurs est nécessaire. L'exploitation des ressources naturelles à des fins d'exportation

« Les gens ne peuvent pas rembourser leurs dettes et prennent même des microcrédits pour acheter à manger. »

dans la plupart des pays, comme les usines textiles, l'extraction minière ou la monoculture, est également un effet du colonialisme. Leurs économies continuent de produire pour des chaînes de valeur internationales originaires des pays du Nord. Il en va de même pour les frontières nationales actuelles. «Auparavant, l'Inde n'existait pas et les conflits liés au tracé des frontières coloniales se poursuivent encore aujourd'hui.»

Cependant, pour décoloniser la coopération au développement, il faut également prendre en compte la situation des travailleur·euse·s qui ne produisent pas pour le marché mondial : «Les jeunes mères qui travaillent dans des conditions précaires dans un restaurant sont tout aussi importantes. Solidar est à leur écoute et nous développons les projets en collaboration avec les organisations locales de base.»



Votre don est utile

Avec 50 francs, dix travailleur·euse·s de l'huile de palme menacé·e·s d'expulsion à Sabah reçoivent des biens de première nécessité. Avec 70 francs, deux travailleur·euse·s de l'huile de palme sans papiers ont accès aux soins médicaux de base. Avec 500 francs, vous soutenez un hébergement sûr pour les personnes expulsées confrontées à la violence de genre.

3						2		6
	8	6		7				
	2					5	4	
	5		4		8			
			9		7			
		2	6		5		7	
	1	7					6	
				9		4	2	
9		3						1

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=S, 2=C, 3=O, 4=R, 5=N, 6=L, 7=D, 8=E, 9=I

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet «sudoku».

1^{er} prix Une serviette du Burkina Faso

2^e prix Un marque-page en argent de Bolivie

3^e prix Des mangues du Burkina Faso

La date limite d'envoi est le 23 septembre 2022. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 4/2022. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs-trices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 2/2022 était «Interdire Amiante». Oscar Toscato de Lausanne a gagné une serviette du Salvador, Andrea Mast de Günsberg un marque-page en argent de Bolivie et Magdalena Maspoli de Zurich des mangues du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles et ceux qui ont participé au concours.

Solution :

--	--	--	--	--	--	--	--	--

lefaso.net

Promotion de l'agroécologie : des producteurs modèles de Salgo récompensés

Lefaso, 24.6.2022

L'association Beoog-nere du Ganzourgou, en partenariat avec Solidar Suisse, a organisé ce 23 juin 2022, une cérémonie de remise de prix aux 10 meilleurs producteurs agroécologiques de la commune de Salgo, tous membres de la coopérative Malgzindo. Ces agriculteurs, dont les capacités ont été renforcées, ont accepté d'adopter un mode de production maraîchère plus sain et respectueux de l'environnement, qui exclut les pesticides et les engrais chimiques et met plutôt l'accent sur l'utilisation du compost. C'est dans l'objectif d'encourager dans leur élan, les 136 producteurs membres de la coopérative Malgzindo qui ont adopté l'agroécologie comme mode de culture, que 10 d'entre eux ont été sélectionnés et primés à l'issue d'une compétition.

l'événement
syndical

Solidar «l'amiante est un tueur»

L'Événement syndical, 1.6.2022

Quel pourcentage de décès liés à une maladie professionnelle est causé par l'amiante en Suisse ? Dans combien de pays l'amiante n'est pas interdit et continue d'être utilisé ? Où les mines d'amiante sont-elles toujours exploitées ? Ces questions, c'est l'association Solidar Suisse qui les pose dans un quiz sur le sujet. Cette bombe à retardement fait encore plus de 200 000 morts par année dans le monde en raison de l'inhalation de la fibre mortelle. Solidar est engagé dans la campagne pour une interdiction mondiale de l'amiante. Moins de la moitié des pays de la planète ont interdit l'utilisation de l'amiante et des mines sont encore actives dans de nombreux autres.

Pour participer au quiz sur l'amiante, aller sur: solidar.ch/fr/quiz/



La Chaîne du Bonheur récolte 115 millions de francs

blue News, 26.4.2022

La Chaîne du Bonheur a reçu jusqu'à présent des dons d'un montant de plus de 115 millions de francs en faveur des victimes de la guerre en Ukraine. Plus d'un demi-million d'entre elles ont ainsi déjà été soutenues. La Chaîne du Bonheur soutient aussi des œuvres d'entraide comme l'EPER, Terre des hommes, Solidar Suisse, Caritas, la CRS et Medair qui mènent sept autres projets dans les pays voisins de Roumanie, Pologne et Moldavie. Les personnes réfugiées bénéficient là de repas chauds, de soins médicaux, de petites sommes d'argent ou d'une aide psychologique.

Actuellement, la fondation fournit surtout une aide d'urgence. Mais il est prévu que l'argent récolté continue à profiter aux victimes ukrainiennes de la guerre dans les années à venir.

S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Vous avez à cet effet de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

Participez à notre sondage !

La Suisse a participé activement au colonialisme, et ce passé, dont l'analyse reste insuffisante, a des répercussions jusqu'à aujourd'hui. Saviez-vous par exemple quels chercheurs suisses ont légitimé l'esclavage par leurs théories raciales ? Ou combien de centaines de milliers d'esclaves ont été déportés avec la participation directe de la Suisse et quand la Suisse a-t-elle été le dernier pays européen à se prononcer en faveur de l'esclavage ?



VERS LE SONDAGE
www.solidar.ch/fr/sondage

La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter doit tenir sa promesse !

Après l'échec de justesse de l'initiative pour des multinationales responsables, la Suisse sera bientôt le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. Avec la coalition pour des multinationales responsables, nous voulons donc récolter 100 000 signatures en 100 jours pour notre pétition visant à obliger les multinationales ayant leur siège en Suisse à répondre de leurs actes lorsqu'elles violent les droits humains ou polluent l'environnement. Vous trouverez la pétition dans le dépliant ci-joint. Signez-la et renvoyez-la maintenant.

PARTICIPER
 Signer la pétition

Solidar intervient en Ukraine

Plus d'un quart de la population ukrainienne, soit environ 7,1 millions de personnes, a fui la guerre à l'intérieur du pays. L'urgence humanitaire va durer des mois et la reconstruction des années. C'est pourquoi Solidar contribue à forger la résilience des personnes les plus vulnérables en Ukraine même, avec deux organisations partenaires locales. Merci de votre soutien.

<https://solidar.ch/fr/ukraine-refugies/>



DONS
www.solidar.ch/fr/ukraine-refugies

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
 CP 10-14739-9 Lausanne
 Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Aurélie Odiet
Impression et expédition
 Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
 Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
 Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
 Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page : Découvrez comment utiliser la QR-facture.

Votre don en
 bonnes mains.



Facture QR : comment ça fonctionne

Le bulletin de versement QR remplace désormais les bulletins de versement rouge et orange, que la poste acceptera uniquement jusqu'à fin septembre 2022. Le bulletin de versement QR fonctionne comme un bulletin de versement traditionnel, mais rend le paiement plus facile. En voici un petit guide.

- 1 IBAN du ou de la bénéficiaire
- 2 Coordonnées du ou de la bénéficiaire
- 3 Numéro de référence du paiement
- 4 Coordonnées du donateur ou de la donatrice
- 5 Montant (défini ou à remplir)
- 6 Code QR suisse (remplace la ligne de code)

Récépissé Compte / Payable à CH18 3000 0001 6032 4630 5 Solidar Suisse Chemin des Mouettes 4 1001 Lausanne Référence 00 00000 00000 00000 00000 00000 Payable par Prénom Nom Adresse NPA Lieu Monnaie Montant CHF 50.00 Point de dépôt	Section paiement  Monnaie Montant CHF 50.00	Compte / Payable à CH18 3000 0001 6032 4630 5 Solidar Suisse Chemin des Mouettes 4 1001 Lausanne Référence 00 00000 00000 00000 00000 00000 Payable par Prénom Nom Adresse NPA Lieu
---	--	--

N'oubliez pas de renouveler votre don régulier avec un bulletin de versement QR !



Faire un don, c'est si simple.



Par e-banking

Lire le code QR avec un lecteur ou taper le numéro de compte IBAN et le numéro de référence. Vous trouverez des informations à ce sujet sur la page Internet de votre banque ou sur PostFinance.



Par application bancaire mobile

Ouvrez l'application bancaire mobile de votre banque ou de PostFinance sur votre smartphone et scannez le code QR de la facture.



Par TWINT

Rien de plus simple. À l'aide de votre application TWINT, scannez le code TWINT de nos lettres relatives aux dons ou sur www.solidar.ch.



Au guichet

Effectuez vos paiements comme d'habitude au guichet de la poste ou de la banque. Vous pouvez aussi envoyer votre mandat de paiement à PostFinance ou à votre banque.

Nous vous aidons volontiers en cas de question.

Solidar Suisse | Chemin des Mouettes 4 | 1001 Lausanne
+ 41 21 601 21 61 | contact@solidar.ch | solidar.ch